

L'ENDETTEMENT DE C'CHARTRES.

Chacun d'entre nous surveille son budget, aujourd'hui plus que jamais, et c'est bien légitime.

MédiaChartres, s'intéresse au budget de la ville de Chartres et pas vraiment à celui présenté par **Franck M.**, comptable en chef des fonds « **Publics** » et « **privés** » de **Chartres et l'Agglo**, (2e Adjoint au Maire en charge des Finances et de la Prospective).

Sources:

https://www.banatic.interieur.gouv.fr/V5/accueil/index.php?epc_iFP=Chartres%2028000

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/>

pratique:

<https://www.impots.gouv.fr/contacts>



Voici les chiffres de **2020** (n'allons pas trop vite) et **chaque chose, en son temps**.

L'endettement de **Chartres** s'évalue en fonction de deux critères : l'encours de la dette, qui représente la somme que la commune d'**Eure-et-Loir** doit aux banques, et l'annuité de la dette, qui équivaut à la somme des intérêts d'emprunts de **Chartres** et du montant de remboursement du capital au cours de

l'année. Les données d'endettement qui figurent sur cette page concernent la situation financière de **Chartres** au 31 décembre de chaque année.

Montants (€) (Source : JDN d'après Ministère de l'Économie)



● **Encours de la dette: 47 537 200 €© JDN 2022**

L'encours de la dette représente la somme que **Chartres** doit rembourser aux banques.

La capacité de désendettement de **Chartres** évalue le rapport entre l'encours de la dette de **Chartres** et son épargne (sa capacité d'autofinancement). Ce ratio permet de déterminer le nombre d'années que la commune mettra à rembourser la totalité de sa dette (si elle y consacre tous les ans l'intégralité de son épargne) ?

Endettement de Chartres en 2020

	Montant	Montant par habitant	Moyenne villes de 20 000 à 50 000 habitants

	Montant	Montant par habitant	Moyenne villes de 20 000 à 50 000 habitants
Encours de la dette	107 055 000 €	2 704 €	30 588 522 €
Aide aux collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques	0 €	0 €	369 638 €
Annuité de la dette	9 591 570 €	242 €	3 646 874 €
Capacité de désendettement	7,9 an(s)	–	7,2 an(s)

Méthodologie :

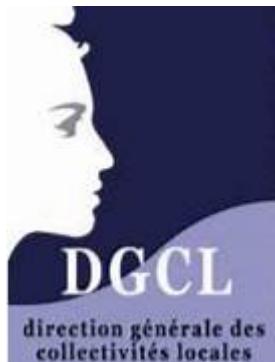
Les chiffres présentés dans ce service sont ceux des budgets principaux exécutés des communes dont les données comptables ont été centralisées par la **direction générale des Finances publiques du ministère de l'Économie et des Finances**. Le calcul des données par habitant a été réalisé à partir des données de populations fournies par l'**Insee**.



A propos des données de population :

Certaines communes (notamment les communes touristiques de montagne ou du littoral dont la population permanente est souvent faible) rapportent les différents éléments de leur budget à un nombre d'habitants « majoré » en fonction du nombre de résidences secondaires ou de places de caravanes figurant sur leur territoire. Conformément aux pratiques du ministère de l'Économie, les données de population utilisées dans ce service correspondent aux populations légales non majorées des villes de France.

Des calculs, qui restent une base ... car la réalité peut être différente, en fonction de nombreux paramètres n'apparaissant pas ou étant reportés et donc, non enregistrés. De plus, la population de Chartres a baissée de 3 000 (+/-) personnes environ, durant les 3 dernières années.



Pour MédiaChartres, seul un audit des comptes de la Ville, révélera la véritable situation.

Clara Hirch

LES « MAUVAISES FRÉQUENTATIONS ... »

Décidément, quand ça ne veut pas ...

Coup d'œil de MédiaChartres, dans le rétroviseur Chartrain, suite à la mise en examen de Valérie Pécresse, par le Parquet de Paris.

<https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75/lorganisation-du-parquet-de-paris>



les **IR** Républicains ?

Une enquête préliminaire est ouverte depuis le 26 Septembre dernier, pour: « **financement illégal de campagne électorale**« , « **financement illégal de parti**« , « **détournement de fonds publics**« , « **abus de biens sociaux** » et « **prise illégale d'intérêts**« , visant les conditions dans lesquelles la campagne a été organisée (...)

Et qui était alors son porte-parole et conseiller durant la campagne, et qui sera sûrement auditionné ?





[source presse locale](#) » Jean-Pierre Gorges, Maire de Chartres, Président de Chartres Métropole et orateur national de Valérie Pécresse, annonce lancer un comité de soutien à Valérie Pécresse en Eure-et-Loir pour la présidentielle, avec Rémi Martial (LR), délégué départemental de Libres ! «

« Congrès LR. Jean-Pierre Gorges, porte-parole de Valérie Pécresse, le Maire de Chartres (Eure-et-Loir) se dit « très content » de ces premiers chiffres. D'après l'Élu, les militants de la droite ont envoyé un « message important » aujourd'hui !

Sur le message, « nous comprenons mieux aujourd’hui, sa « consistance » et le « fond » de ce dernier !

La Présidente de la région Île-de-France s’apprête à déposer, une plainte contre X pour « *dénonciation calomnieuse* » dans les prochains jours.

Le bras de fer est engagé, et le « relationnel » des fonds de cours, va pouvoir s’exercer à plein régime.



Flashback: ci-dessous.

Le Journal du Dimanche

source

12h22 , le 20 octobre 2021

Par Valérie Pécresse et Jean-Pierre Gorges (extrait)

» Prenons l’exemple de **Chartres**, ville à la fois proche de Paris et parfaitement provinciale, où nous voyons arriver chaque jour ces exilés volontaires. Certains choisissent de s’installer dans le cœur de ville historique où **il est entrepris de réinstaller des logements dans les étages des immeubles anciens. Ils étaient déserts, au-dessus des rez-de-chaussée commerciaux**. Mais cela n’empêche pas la Ville et l’Agglomération de soutenir la construction de maisons individuelles à côté d’habitats collectifs modernes. » ?

MédiaChartres constate, que ce types d’effets d’annonces, restent toujours sans suite, pour preuve !

Combien de logement au dessus des commerces, dans le centre Ville, ont été réhabilités à ce jour ? Il est facile de ravalier les façades, mais pour le reste ... !

AUTRES PREUVES.

Le chantier situé à l'ancien emplacement d'**EDF**, **boulevard Foch à Chartres**, à déjà fait l'objet de plusieurs articles **MédiaChartres**.

Les promoteurs (3) et **Chartres en premier**, à fait (par obligation) « **nettoyer et dépolluer** » le terrain par une société disposant d'un agrément nécessaire.



Mais ... aujourd'hui, les engins de terrassement, sont bien obligés de constater, que le « **curage** » du site, à été réalisé qu'en surface de **50cm à 1 mètre par endroit**.

Ce qui ne manque pas, de faire apparaître désormais, des vestiges qui dates de ... (?) puisque « l'équipe archéologique de la Ville », à réalisée des fouilles (en 10 jours), sur le petit parking de la porte Guillaume, bien en dehors du véritable chantier Foch !



*

*les fouilles archéologiques Blv Foch (en dehors du chantier ?)

<https://www.inrap.fr/les-etapes-de-la-fouille-9722>

Les terrassiers rencontrent des résistances, et doivent creuser beaucoup plus profond. **En dessous du niveau du petit bras de l'Eure**, qui passe à quelques mètres seulement, **et des habitations toutes proches**.





*photos MédiaChartres

Comme nous pouvons le constater sur les clichés, les trous sont plein d'un mélange d'eau noirâtre dégageant de fortes odeurs pestilentielles et de fuel, provoquant un réel risque de pollution imminent (et peut-être déjà ...) ?

Constat de l'état des lieux effectué, ainsi que les prélevements d'eau pour analyses, afin d'en apprendre plus.

La montagne de terre extraite, laisse aussi apparaitre des vieux tuyaux en fer, du fibrociment (**amiante**) et d'autres choses « **louches**» ,

l'évacuation de ce **cloaque** se fait en toute discréction et avec rapidité, **sans préciser la destination**.



ICI peut-être ?

Ce types de considérations matérielles, n'empêche pas les « promoteurs » de dormir.

Pour mémoire, la personne (KA DO) à qui a délivrée ET obtenue le PC (permis de construire) est la même, et n'est autre que la 3e Adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme et des Travaux, PC délivré à ... ELLE MÊME !

<https://www.chartres.fr/equipe-municipale/les-adjoints-conseillers-deleagues-et-municipaux/>



Adresse du PC

= simple domiciliation

(boîte à lettre) ?

La » DREAL » ex « DRIRE » direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement est directement concernée,

<https://www.geo.fr/environnement/la-drire-qu-est-ce-que-c-est-171969>

également :

<https://www.geo.fr/environnement/l-ineris-veille-sur-l-industrie-et-l-environnement-166953>



*maîtriser le risque
pour un développement durable*

et surtout, Madame le Préfet, MédiaChartres attend la décision qui devrait, logiquement être ordonnée (ou pas) ?

La situation étant extrêmement grave, nous disons à tous



Karine Relin

DU « FLOU » au « SAUMÂTRE » !

Un chantier de plus, dans la lorgnette de MédiaChartres.

Le chantier/promotion immobilière «ASL DES DEUX RIVES » ex siège de la Société Orange du 5 au 13 ou 15 (?) rue du Petit Bouillon à Chartres, permis de construire: 280851800061 OBTENU LE : 18/10/2018 valable 3 ans (expiré), par un recourt administratif de la Cour de Nantes.





*photos MédiaChartres

La « **SCCV Chartres Petit Bouillon** » 127 rue Gambetta à Suresnes 92150, avait jusqu'au **9 Aout 2021** pour revoir sa copie, **suite à des irrégularités (?)**

Informations sur l'entreprise 'SCCV Chartres Petit Bouillon'

Numéro Siren : 841131485

Numéro TVA intracommunautaire : FR92841131485

Greffé : [RCS Nanterre](#)

Code NAF / APE : 4110D (**supports juridiques de programmes**)

Forme juridique : Société civile immobilière de construction-vente

Date d'immatriculation : 07/ 24/07/2018

Création Activité : l'acquisition et l'aménagement d'un terrain sis **5 à 13** rue du petit bouillon à Chartres (28) en vue de la construction de logements collectifs.

Mandataires sociaux : Gérant Associé : **LOGIH** ; Associé : **LOGICAP** « SOCIETE ANONYME« COOPÉRATIVE DU LOGEMENT D'INTÉRÊT COLLECTIF POUR L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ **Capital** : ... **200,00** € (?)



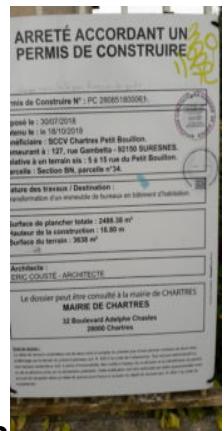
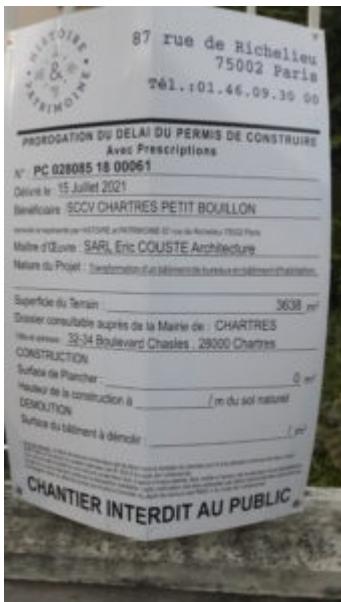
<https://procivis.fr/notre-reseau/un-reseau-ancre/nos-sacicap/logicap-ile-de-france/>

Adresse : 127 rue Gambetta
92150 Suresnes Annonce légale publiée dans le Bodacc n°20180138 du 24/07/2018 13/07/2018

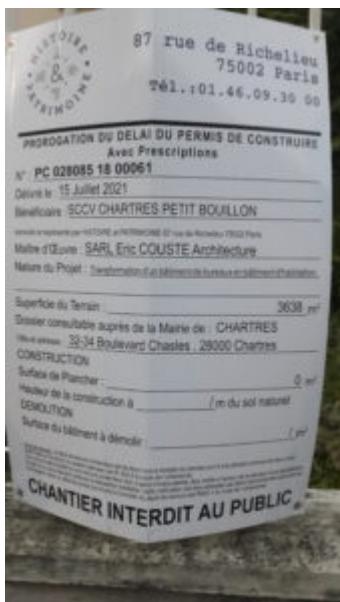
Source :

270014 Petites-Affiches Aux termes d'un acte authentique en date du 9 juillet 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination :

'SCCV CHARTRES PETIT BOUILLON' Forme : Société Civile de Construction Vente Siège Social : 127 Rue Gambetta 92150 SURESNES Objet : L'acquisition et l'aménagement d'un terrain sis **5 au 13** Rue du Petit Bouillon à CHARTRES (28) en vue de la construction de logements collectifs.. Durée : 20 années **Capital social : 200 € Gérant : LOGIH SAS, société par actions simplifiée au capital de 4.949.370 €, 127 Rue Gambetta au 92150 SURESNES, 391 626 801 R.C.S. Nanterre, représentée par M. SIMON Nicolas La société sera immatriculée au R.C.S. de**



Nanterre. Le représentant légal ?



*photos MédiaChartres

Un autre PC (permis de construire) modificatif, à été octroyé par la **Mairie de Chartres**, à une « filiale du promoteur », la **SARL Logih (groupe Polylogis)** <https://www.polylogis.immo/mieux-nous-connaître/la-gouvernance> et <https://www.polylogis.immo/>

Le 20/09/2020:

« Le terrain (...) va faire l'objet d'une imperméabilisation totale en raison de la construction sur toute sa surface de bâtiments, incluant un jardin sur dalle, alors que deux des trois parcelles (...) ne sont actuellement bâties que sur un quart de leur surface. Or, il ne ressort d'aucune pièce du dossier (...) que le pétitionnaire aurait recherché en priorité une solution alternative ».

Extrait, par: Juges de la Cour administrative d'appel de Nantes

Chartres Métropole, avait pourtant à l'époque, rendu un avis favorable concernant les réseaux d'eaux pluviales (?)

Chartres Métropole et la Mairie de Chartres (service urbanisme), deviennent « suspects » voir, « complices » dans un **imbroglio administratif** !

Permis de construire, accordé à « SARL Eric Cousté – CB Économie » domicilié et représenté par ‘Histoire & Patrimoine’ 87 rue Richelieu 75002 Paris (?) PC N° 280851800061T02 surface de plancher 2488,38 m² – du terrain 3638 m²

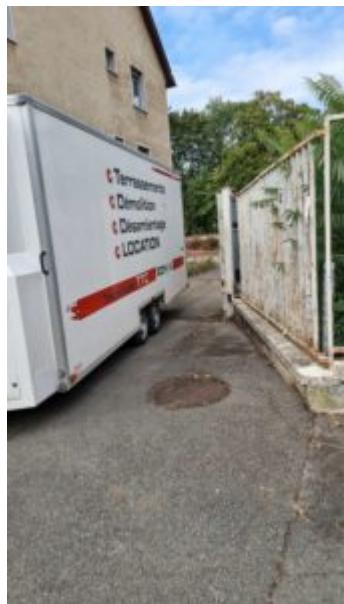
Présentation de la société ‘**HISTOIRE & PATRIMOINE**’ société par actions simplifiée, immatriculée sous le SIREN 480309731, est active depuis 8 ans. Située à PARIS (75002), elle est spécialisée dans le secteur d’activité de la promotion immobilière de logements. Son effectif est compris entre 10 et 19 salariés. Sur l’année 2021 elle réalise un chiffre d’affaires de 528 200,00 €. Le total du bilan a augmenté de 15,29 % entre 2020 et 2021. Société.com recense 4 établissements, 3 événements notables depuis un an ainsi que 17 mandataires depuis le début de son activité. Rodolphe ALBERT est président, Pierre-Olivier THIBAULT est directeur général et Arnaud BAUDEL est directeur général délégué de l’entreprise ‘**HISTOIRE & PATRIMOINE**’.

A noter, aucun mot sur le dénommé **Eric Cousté** et son SARL



(Gost) ?

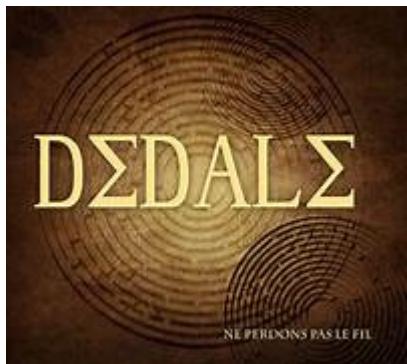
Et pour finir en beauté, le chantier a été confié à la Sté, très en vogue à Chartres ... '**TTC**' ;



<https://www.groupe-ttc.fr/>

*photos MédiaChartres

Les satellites de la Mairie de Chartres, à la basse de ce labyrinthe de Sté (s) écrans, pour mieux perdre les curieux, dans un dédale organisé ?



Il appartient désormais aux enquêteurs de faire toute la lumière, sur ce complexe brouillard immobilier.

Qui a vendu le terrain, à qui ... et combien ? (acte de vente).



Martine Leroy

« ÉTRANGES » ET MALSAINES SIMILITUDES

MédiaChartres, relève de nombreuses similitudes, entre les Villes de **Sète** et **Chartres**, (à quand le jumelage ?).

-Le Théâtre Molière de Sète-



Une artificialisation des sols supplémentaire ... et dans 20 ou 30 ans, quand l'inéluctable ce sera produit, les « débatteurs » resserviront la même salade : « C'était une autres époque, les visions étaient différentes, les responsables n'avaient pas idée (et surtout, pas de conscience, bien sur !) du désastre qu'ils accomplissaient » BLABLABLA, etc !

Mais ce système et cette chanson (du sempiternel réchauffé), ça ne prend plus et n'émeut plus personne.

Et quand l'irréparable est commis, il est **IMPOSSIBLE** de revenir en arrière !

Alors, contrairement au chanteur Georges Brassens, nous ne ferons pas de supplique, même simplement, pour aller visiter Sète ou pour voir la plage, et en voici la raison.



La ville de **Sète** (34200) se situe dans le département de

l'Hérault, au sein de la région Occitanie. La ville comptait 43 609 Sétois au recensement de 2016. La zone où s'est installée la ville de **Sète** était peu peuplée et servait surtout de repère pour les navigateurs. La ville en elle-même est fondée seulement en ... 1666



Ça bétonne à Sète !

Projet de parking souterrain en centre-ville de **Sète**. En dépit de la procédure suspensive engagée par les riverains et l'association « **Bancs Publics** », qui n'ont à ce jour toujours pas pu prendre connaissance des permis réellement accordés, la mairie impose son projet de « **ville apaisée** » par la force avec l'appui de la Police Nationale.

Dernières nouvelles ce mardi 20 septembre :

- * Les palissades encerclent entièrement la place interdite aux passants depuis le jeudi 15
- * Depuis ce matin, les ouvriers s'activent au démontage du kiosque à musique sur la place
- * La société **Enedis** semble avoir commencé à creuser pour installer des équipements électriques.

Ci-après : L'Appel lancé par le Collectif citoyen, suivi de la liste des signataires, celle-ci reste ouverte.

UN APPEL



Depuis début Janvier 2022, la mairie de **Sète** entend réaliser un parking souterrain sous la place du **kiosque** (dite Aristide Briand)

Un mouvement citoyen sans précédent s'y oppose. En tant qu'acteurs culturels, nous vous proposons cette Tribune du bon sens :

Nous sommes tous heureux à **Sète** d'avoir « les pieds dans l'eau » (surtout quand il fait chaud) mais nous ne voulons pas avoir la tête dans le ciment. **Un projet municipal d'une immense dalle de béton pour installer deux étages de parking sous la place Aristide Briand n'est pas raisonnable.** Finis les terrasses de café, les brocantes, les jeux d'enfants en plein **cœur de ville!**

Même si cela ne devait durer que trois ans, ce serait un chantier très compliqué, très coûteux, et surtout inutile car les conditions ne sont pas réunies :

1/ **Le kiosque à musique va subir une déconstruction risquée et une reconstruction encore plus risquée vu son poids et sa fragilité.**

2/ **Les nombreux arbres ne peuvent être transplantés vu leur stade de croissance.** Crèveront-ils à la déchetterie ?

3/ Il est certain qu'une eau de source coule régulièrement en sous-sol menaçant le niveau inférieur de ce « parking » et l'ensemble des fondations.

4/ Et faudra-t-il placer des extracteurs pour les gaz d'échappement des voitures qui entrent et qui sortent. Et où ?

Soyons raisonnables, avoir les pieds au frais c'est bien, avoir la tête dans le ciment c'est indigne et aberrant.

Nous sommes atterrés devant la « modernisation » à marche forcée de **Sète**. Il y va de la survie de notre écosystème car **Sète** est un écosystème fragile parce qu'entouré d'eau et déjà trop bétonné par les municipalités du passé et la municipalité actuelle.

Certes il y a une forte pression démographique sur l'ensemble du littoral. Mais elle est **créatrice de richesses qui doivent être gérées au plus près dans une honnête consultation des citoyens.**

Que demandons-nous ? Simplement de freiner cette course vers l'abîme et ce développement urbanistique style années 70 profondément toxique pour l'environnement.

Trop d'élus sacrifient leur ville à des chimères pour certains, à des intérêts de clientèles pour d'autres...

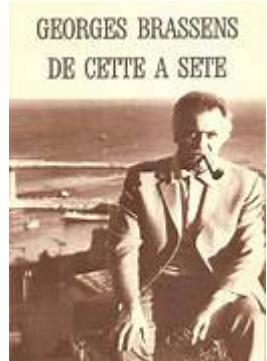
Une ville réellement apaisée ne peut vivre que dans le libre concours de ses citoyens, à travers des consultations régulières, des dialogues courtois et une véritable harmonie entre tous les habitants de notre île singulière, singulière mais liée aux problèmes environnementaux de la planète.

Avec cœur et raison, voulez vous signer ce texte et en faire part à vos amis ?

Collectif citoyen [Eric.Sarner](#) ([source Mediapart publié le 21/09/2022](#))

collectifcitoyen7@yahoo.com

Beaucoup trop de « coïncidences » et un réquisitoire, qui comme à Chartres, ne concerne pas les Élus (es), qui ne recherchent que l'intérêt personnel ou celui des « copains



d'abord » (...) pour revenir à, G. Brassens

Dans tout les cas, **MédiaChartres**, constate un « *ostracisme vénéneux* », qui gangrène les Villes et les habitants.

Patrick Maresko

ENFUMAGE MALADIF !

Pour **MédiaChartres** et les différents médecins spécialisés que nous avons contactés, le dernier projet en date du **Maire** (après les 400 parkings sous la butte des Charbonniers) relève d'une pathologie compulsive avérée (?)





*Photos MédiaChartres

Monsieur le Maire de Chartres, affirme la main sur le cœur, dans un article de « son » quotidien local, que son **projet de parking souterrain, sous le jardin de l'Évêché**, est motivé et justifié, par un rapport d'urgence « on ne peut plus sérieux », mais en se gardant d'en donner le moindre détail ou



la moindre ligne (**CQFD**) .

Si cela est véritablement le cas, il doit et sera publié en intégralité, dans le quotidien préféré du Maire, et dans les magazines de la Mairie et de l'Agglo !

Le Nom de la société, ayant effectué cette « merveille » devra bien sur, y figurer.

D'après les sources de **MédiaChartres**, des expertises (X3), indépendantes, mené par des cabinets spécialisés, doivent être réalisés sur cet espace historique.





AVERTISSEMENT : (sources)

Ces indications sont données en complément du **DTU 11.1** traitant du sondage des sols de fondations.



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

[Direction des Affaires Juridiques](#)

1. [Composition d'une reconnaissance géotechnique](#)
2. [Rapport de synthèse](#)
3. [Consistance d'une étude de sol](#)
4. **Reconnaissance géotechnique** Pour tout ouvrage une reconnaissance géotechnique, préalable à la conception et à la construction, est recommandée dont les résultats doivent être pris en compte. Ils influent sur le parti retenu.

5. Le programme de la reconnaissance :

- tient compte des données géologiques générales de la région,
- tient compte des renseignements ou enseignements tirés de constructions voisines, s'il en existe,
- est adapté à la nature et aux dimensions générales de l'ouvrage à construire.

2. [Objet de la reconnaissance géotechnique](#)

La reconnaissance géotechnique a pour objet d'identifier les

sols sous et au voisinage immédiat de l'ouvrage et d'en quantifier certains paramètres de comportement. Elle est menée jusqu'à une profondeur qui dépendent des dimensions en place de l'ouvrage, ainsi que de l'importance relative des contraintes appliquées au sol à différents niveaux, par rapport à celles dues à la gravité préexistante à ces mêmes niveaux.

Il est rappelé à ce sujet que, dans un plan vertical, la zone d'influence en profondeur d'une fondation est de l'ordre de grandeur du double de sa dimension horizontale et de l'ordre de grandeur de la moitié latéralement. Il apparaît ainsi logique que les sondages atteignent au moins le niveau où la contrainte préexistante est peu modifiée par l'existence de l'ouvrage.

Le nombre de sondages est adapté aux dimensions de l'ouvrage d'une part et à la nature présumée des travaux d'autre part.

On peut en particulier limiter le nombre de sondages, lorsque la nature des couches de sol est nette et homogène et que les pendages sont faibles.

A titre indicatif, le nombre de sondages peut être estimé à raison de un tous les 400 m² de structure au sol, avec un minimum de 3 sondages pour un réservoir ou un château d'eau.

3. Paramètres de comportement du sol

Dans l'état actuel des connaissances géotechniques, il existe des paramètres permettant de quantifier la nature et le comportement des sols sous les sollicitations qui lui sont appliquées.

Les paramètres sont déterminés par des essais, soit effectués au laboratoire à partir d'échantillons intacts prélevés *in situ*, soit effectués *in situ* au moyen d'appareillages appropriés.

4. Composition d'une reconnaissance géotechnique

Sans que les indications ci-dessous soient limitatives, on peut s'en inspirer pour établir la composition d'une reconnaissance géotechnique.

* Paramètres caractérisant la nature des sols

- aspect, couleur, texture,
- appellation suivant la classification normalisée,
- granulométrie,
- teneur en eau,
- compacité,
- poids spécifiques apparent et absolu,
- limites d'Atterberg,
- état de fissuration, pendages.

* Paramètres caractérisant le comportement des sols

Ces paramètres dépendent en partie du type de procédure et d'appareillage utilisé.

- résistance à la compression,
- caractéristiques intrinsèques :
 - . cohésion,
 - . angle de frottement.
- pression limite et module pressiométrique,
- nombre de coups donnés pour l'enfoncement d'un micro-pieux (essai dit **SPT**),
- résistance de pointe et frottement latéral lors de l'enfoncement d'un micro-pieux (pénétromètres),
- caractéristiques de déformabilité sous charges.

* Paramètres caractérisant la nature du sol vis à vis des écoulements d'eau

- présence de nappe ou non – Niveaux (plus hautes eaux connues, crues, étiages, etc.),
- nature de l'eau de la nappe (agressive ou non),

- perméabilité des sols.

5. Rapport et synthèse

Dans tous les cas, la reconnaissance géotechnique fait l'objet d'un rapport comportant les parties suivantes :

- géologie de la région concernée,
- informations sur les constructions environnantes (s'il y a lieu),
- rapport sur les essais effectués (in situ et en laboratoires) :
 - . localisation des essais,
 - . description du matériel utilisé,
 - . mode opératoire,
 - . incidents,
 - . résultats obtenus.
- synthèse des informations et résultats obtenus.
- recommandations sur les procédés de fondations possibles et évaluations de leurs avantages et inconvénients.

Des indications quantifiées sont données sur les forces portantes, niveaux de fondation, valeurs admissibles, etc. A défaut ces éléments sont déterminés par l'entrepreneur et soumis à l'agrément de maître d'œuvre.

6. Consistance d'une étude de sol

Une étude de sol, adaptée au type d'ouvrage, est communiquée aux soumissionnaires par le maître d'ouvrage.

Les ouvrages et leurs systèmes de fondation sont conçus en tenant compte des résultats des études de sol annexées au CCTP.

Cette étude sera conforme au **DTU 13.12** « Règles de calcul pour les fondations superficielles » ou selon le cas au **DTU 13.2** « Fondations profondes » : commentaires au cahier des charges de juin 1978, chapitre 1.1 « Calcul des fondations profondes

soumises à charge axiale ».

Il appartient au maître d'ouvrage de préciser dans les documents d'appel d'offres :

- s'il a opté pour un type de fondations (superficielles ou profondes) ;
- s'il laisse la liberté de choix à l'entreprise.

Cette étude précise explicitement :

1. a) dans le cas de fondations superficielles :

- la contrainte de calcul « q »,
- les paramètres permettant de calculer, selon la taille de la fondation, sa valeur ultime « qu »,
- les paramètres qui permettent d'évaluer les tassements absolus et les tassements différentiels.

1. b) dans le cas de fondations profondes :

- la résistance de pointe,
- le frottement latéral,

ou les éléments permettant de calculer ces valeurs.

1. c) le niveau maximum de la nappe phréatique, à prendre en compte dans les calculs.

Ces valeurs, au stade de l'appel d'offres, permettent aux soumissionnaires de faire une étude provisoire des fondations.

Voici, ce que devrait, logiquement contenir le rapport de M.

le Maire, attendons de voir (si nous l

La connerie, ça s'explique pas.
Faut des exemples.



Le scepticisme de **MédiaChartres** en image



Martine Leroy

LA VÉRITÉ ... !

Avec ce titre, **MédiaChartres** rend hommage au réalisateur **Jean-Luc Godard**, disparu dernièrement, mais également à l'émission « **Cash investigation** », diffusée sur **France 2**, hier soir.

A voir ou à revoir sur



<https://www.france.tv/france-2/cash-investigation/>

ou

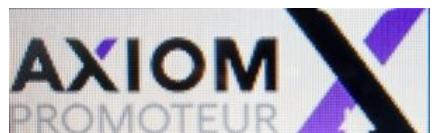
Le thème abordé par Élise Lucet et son équipe, colle à l'actualité, **même (et surtout) locale !** avec l'amplification de l'**artificialisation des sols (bétonnage à outrance)**.



*Chantier entrée Nord Chartres, sur **120 514 M²**



*Pôle Gare



<https://www.axiom-promoteur.com/>

Le nouveau, dans la place ... !

<https://www.societe.com/societe/axiom-promoteur-843347105.html>

*Rue du Faubourg-la-Grappe (ex restaurant La Cloche de Bois)



Et contrairement à l'article du « journal local », ce ne sont pas 127, mais 141 logements qui étaient annoncés (?)

<https://www.axiom-promoteur.com/programmes-en-cours>

Sur la bétonisation:

L'État, avait fait des « promesses » (...) que le Sénat, se charge actuellement de lui rappeler, avec l'espoir de voir rapidement évoluer les choses, pour encadrer et stopper les « massacres» .

<https://www.senat.fr/presse/cp20220314a.html>

Et ce seront bien les adjoints en charge de l'urbanisme et de la délivrance des permis de construire, qui seront bientôt, en première ligne à répondre de leurs actes lors des interrogatoires, et pour ... (Eux-Elles), les explications



s'annoncent complexes (enrichissement et intérêts personnel), sous-jacent ?



Des révélations « surprenantes »: comme le financement des méthaniens, par certaines compagnies d'assurances, la France qui achète du gaz à ces sociétés, les grosses excuses des assureurs pour ne jamais rembourser les sinistrés dans le cadre des « **CAT-NAT** » (catastrophes naturelles), sur les cabinets d'experts corrompus jusqu'à l'os, la vitesse du réchauffement climatique (hors contrôle), etc.

Claude Harffi

* photos MédiaChartres

Dépenses pharaoniques.

Ainsi, il suffit donc au **Maire de Chartres**, de claquer des doigts, pour avoir des **interviews à la carte** et publiés dans le « journal » local ?



Il nous dévoile SES projets, **tous plus couteux, grandioses et fantasques.**

MédiaChartres, étant savamment évité (et pour cause).

Ceci nous ramène, à une chanson de **Michel Sardou**, « **Les lac du Connemara** » et particulièrement à ce passage :

« **Là-bas au Connemara**
On sait tout le prix du silence
Là-bas au Connemara
On dit que la vie
C'est une folie
Et que la folie
Ça se danse »

Alors il est certain et indiscutable, que nous avons d'excellents danseurs à Chartres !

Mais dans les pages de « **petites annonces** », à aucun moment le



Maire n'aborde, le FINANCEMENT



Question certainement très indiscrete, mais **MédiaChartres** aime la transparence (**la vraie**) ! Et ce qui nous intéresse, c'est le « **cash-flow** », soit la capacité d'autofinancement d'une entreprise ou collectivité, correspondant au bénéfice après impôt augmenté des amortissements et réserves **hors dettes** (et là ... les choses se compliquent !).

Et cette question légitime, tout le monde la pause. Sur le sujet, même le comptable M. Franck M. y perd son latin, et il faudra beaucoup de persévérance et de temps, à la **Cour des comptes** et au prochain contrôle du **PNF** pour commencer à comprendre, et aussi **beaucoup (peut-être même plus)** d'années aux Chartrains, pour « **éponger** » le passif (actuel et ... à



venir) de la Ville, créé par M. le Maire et ses adjointes

PARQUET NATIONAL FINANCIER

Alors : banques étrangères, pierre philosophale (1), Euro



million , trésors des Templiers ?



MONTE CARLO



(1) La Pierre philosophale en alchimie est le moyen de réaliser

une conversion : au contact des métaux « épais », elle les transforme **en or**.

Le Week-end prochain, à l'occasion des journées du patrimoine et des portes ouvertes, aurons nous accès aux secrets et à des révélations fracassantes (ou pas) ?



Martine Leroy

La nébuleuse arrière boutique du béton de Chartres !

Une partie de l'équipe de **MédiaChartres**, a enquêtée sur les coulisses **des bétonneurs**.



Ils se dissimulent derrière des « **fous et vides juridiques** », dans des labyrinthes saumâtres de nombreuses et obscures Sociétés écrans.

Mais, nous allons vous dévoiler le système.



SCCV DE LA RESIDENCE COURTILLE

Partager le lien vers cette fiche entreprise

839 709 532 RCS, CHARTRES
Greffre du Tribunal de Commerce de CHARTRES

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE SCCV DE LA RESIDENCE COURTILLE

IDENTITÉ **ÉTABLISSEMENT(S)** **2 ACTES DÉPOSÉS** **ANNONCES BODACC**

SIÈGE SOCIAL
14 RUE SAINT-MICHEL
28000 CHARTRES
[Voir le plan](#)

ACTIVITÉ (CODE NAF)
41100 : Supports juridiques de programmes
Autres entreprises avec la même activité dans le département : EURE ET LOIR

FORME JURIDIQUE
Société civile de construction vente

INSCRIPTION
Immatriculée le 21/05/2018.

BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS
Consulter les bénéficiaires effectifs

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE S.C.C.V. EXPANSION

IDENTITÉ **ÉTABLISSEMENT(S)** **2 ACTES DÉPOSÉS** **ANNONCES BODACC**

SIÈGE SOCIAL
14 RUE SAINT-MICHEL
28000 CHARTRES
[Voir le plan](#)

ACTIVITÉ (CODE NAF)
41100 : Supports juridiques de programmes
Autres entreprises avec la même activité dans le département : EURE ET LOIR

SIRET
829 575 579 00042

INSCRIPTION
Immatriculée le 28/04/2017.

FORME JURIDIQUE
Société civile immobilière de construction vente

BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS
Consulter les bénéficiaires effectifs

<https://entreprises.lefigaro.fr/sccv-24-courtille-28/entreprise-912619251>

Comme il est visible, sur ce document, tout nous renvoie toujours, à la rue **Saint Michel**, où se trouve le siège des annexes et satellites, de la Mairie de Chartres.

La direction en a été confiée, à l'**adjointe en charge de l'urbanisme**, qui cumule des dizaines d'autres mandats et fonctions.

et

<https://www.hatvp.fr/%20fiche-nominative%20/?declarant=dorange-karine>

et

<https://www.infogreffe.fr/entreprise-societe/829175579-s-c-c-v-expansion-280117D001710000.html>

Chacun pourra constater, qu'il n'existe **RIEN** sur **2021** (**chômage ou bénévolat**) et la décroissance des rémunérations au fil des années, compensée par la croissance des mandats.



Vous pourrez voir en bas de page, la présence, d'une petite partie des autres membres du « Club » V.I.P. de Chartres et

Chartres Agglo.



Nous nous sommes intéressés à la Société SCCV 24 boulevard de la courtille, document qui établi de façon formelle, le lien étroit avec M. Philippe Bourguignon, de la SAS C.G.I.P.I promoteur.

Extrait : AVIS DE CONSTITUTION Suivant acte reçu par Me Louis MARCEUL, Notaire Associe, Membre de la SAS dénommée « ALTER EGO NOTAIRES », titulaire d'un office notarial à Chartres (Eure-et-Loir), 12 rue du Bois-Merrain, le 14/04/2022, a été constituée une société civile de construction vente ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : : **SCCV 24 COURTILLE**. Capital social : **1.000 EUR**. Les apports sont en numéraire. Siège social : **Chartres (28000), 14 rue Saint-Michel**. Objet : l'acquisition d'un immeuble à CHARTRES, 24 boulevard de la Courtille, la construction sur ce(s) terrain(s)d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation, la vente en totalité ou par fractions, des locaux construits, avant ou après leur achèvement, accessoirement leur location. Gérance : Le premier gérant de la société est la **COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION IMMOBILIÈRE, CGIPI**, dont le siège est à PARIS (75008), 128 rue la Boétie

Encore une domiciliation : https://www.societe.com/entreprises/128_rue%20la%20boetie/75008_PARIS.html

<https://www.societe.com/societe/compagnie-generale-d-investissement-et-de-promotion-immobiliere-414401752.html>

Adresse, d'une simple domiciliation : (comme, au 7 rue de la

Boétie 75008 Paris)

https://www.societe.com/entreprises/128_rue%20la%20boetie/75008_PARIS.html



MédiaChartres, à encore quelques paramètres à vérifier, pour boucler le dossier « **Laisse béton** ».



Alexandra Simoni

Bienvenue chez . . . nous !

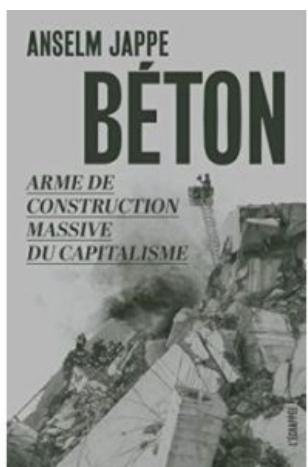


MédiaChartres vous explique, **LA** raison des constructions qui détruisent l'aspect pittoresque et historique ainsi que ce qui faisait le charme de **Chartres**, au détriment de la **frénésie de la rentabilité financière sans fin**.

Pour mieux comprendre, la folie croissante du « **bétonnage intensif** » des Villes (avec **Chartres** en bonne place), il faut



résonner comme les investisseurs (**sans état d'âme**) .





<https://renverse.co/analyses/article/pour-en-finir-avec-le-beton-arme-et-son-monde-2939>

Explications :

Immobilier : quelles villes sont les plus intéressantes pour un investissement locatif ?

Avec une inflation qui ne cesse de croître (plus de 6%) tous les investisseurs sont à la recherche du meilleur placement pour leur argent. Et l'immobilier locatif peut s'avérer une « bonne opportunité », voici les 10 villes dans lesquelles il fait « bon d'investir », ou le bétonnage ne cesse **JAMAIS**, offrant de perpétuelles et constantes possibilités.

« Vous souhaitez vous lancer dans un investissement immobilier mais ne savez pas sur quelle ville miser ? Selon une étude menée par la **société Masteos** (1), qui se présente comme spécialiste de l'**'investissement locatif** clé en main, **le podium pour la rentrée 2022** se compose de **Thionville, Metz et Draguignan**, avec respectivement un rendement brut moyen de 6,80%, 6,76% et 6,63%. »



Thionville en tête du classement

Top 10 des villes françaises pour un investissement locatif		
Classement	Rendement brut moyen	Prix moyen du m ²
1 – Thionville	6,80%	2207 euros
2 – Metz	6,76%	2129 euros
3 – Draguignan	6,63%	2280 euros
4 – Colmar	6,58%	2134 euros
5 – Chartres	6,26%	2225 euros (aller, encore un effort) !
6 – Melun	6,20%	2864 euros
7 – Lorient	6,14%	2385 euros
8 – Annemasse	6,06%	3289 euros
9 – Arles	6,01%	2556 euros
10 – Quimper	5,91%	2070 euros

Parmi les autres villes du Top 10, on retrouve **Chartres** et Melun, deux villes situées en région parisienne. Il faut dire qu'avec l'avènement du télétravail, les particuliers n'hésitent plus à quitter la capitale au profit de villes moyennes. Pour les investisseurs dans l'immédiat, miser sur ces destinations peut donc être un bon plan, mais attention ..., à revoir dans 5 ou 10 ans !

(1) Étude menée par « **Masteos** » sur le rendement brut estimé au regard du prix moyen du mètre carré par « **Meilleurs Agents** » dans des villes de plus de 40 000 habitants.

La principale raison du **bétonnage de Chartres** n'est donc pas « le manque de logement » (comme certains voudraient le laisser croire, et prennent honteusement comme prétexte), mais bien, l'**avidité et la recherche du profit personnel, juste cela, et rien d'autre !**



Même le Sénat se saisit du sujet et interpelle sur l'urgence de revoir la loi.



-Proposition de loi visant à renforcer le « dialogue territorial » en faveur de la lutte contre l'artificialisation des sols :

- [Texte](#) n° 863 (2021-2022) déposé au Sénat le 5 août 2022



- Mais, MédiaChartres ne vous apprend rien, et ne fait que confirmer ce que beaucoup soupçonnaient ou savaient déjà.

Sylvie Muller